



Cette approche a toujours tenu une place essentielle dans la politique étrangère du Canada. À la fin de sa tournée des diverses capitales mondiales en 1983, l'ex-premier ministre Pierre Trudeau avait suggéré dix principes à la base des liens communs entre l'Est et l'Ouest :

— Les deux reconnaissent l'impossibilité de gagner un conflit nucléaire.

— Les deux conviennent qu'une guerre nucléaire ne devrait jamais être déclenchée.

— Les deux souhaitent s'affranchir des risques d'une guerre accidentelle ou d'une attaque surprise.

— Les deux reconnaissent le danger inhérent aux armes déstabilisatrices.

— Les deux comprennent la nécessité de disposer de techniques améliorées pour gérer les crises.

— Les deux alliances sont conscientes des conséquences funestes qu'entraînerait le fait d'être la première à lancer une attaque.

— Les deux ont intérêt à accroître leur sécurité et à en réduire les coûts.

— Les deux ont intérêt à prévenir la prolifération des armes nucléaires dans les autres pays, souvent appelée prolifération horizontale.

— Les deux en sont arrivés prudemment à reconnaître leurs intérêts mutuels et légitimes au chapitre de la sécurité.

— Les deux comprennent que leur sécurité stratégique ne peut dépendre de la défaillance politique ou économique de l'autre.

Ces principes, reflétés dans la déclaration au Sommet de MM. Gorbatchev et Reagan, élargissent la perspective des relations Est-Ouest et encouragent l'intensification des efforts internationaux en vue d'une paix durable.

Dans le premier discours qu'il a fait immédiatement après son entrée en fonction en septembre 1984, le Premier ministre Brian Mulroney a réitéré l'engagement du gouvernement canadien, à savoir s'efforcer au sein des tribunes multilatérales mondiales de réduire les tensions, d'apaiser les conflits et de



Logo de l'Année internationale de la paix.

créer les conditions propices à une paix durable. Il a déclaré :

« Nous devons travailler sans relâche pour écarter la menace d'une guerre. Les négociations doivent être poursuivies, aussi frustrantes ou aussi fastidieuses qu'elles puissent être. . . . Jamais l'exercice de la volonté politique n'aura été plus important, car il y va de la vie de nos enfants et de l'humanité tout entière.

Et il a ajouté :

« Même si nous accomplissons des merveilles ici au Canada, je n'aurai pas réalisé mon désir le plus cher si, sous ma direction, le Canada ne contribue pas à réduire la menace de guerre et à accroître les perspectives de paix. »

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a fait part à la communauté mondiale de l'engagement du gouvernement dans l'allocution qu'il a prononcée devant la 39<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies, à l'occasion de laquelle il a déclaré :

« Pour sa part, le Canada est décidé à continuer de jouer un rôle de chef de file dans la recherche de la paix et du désarmement. Nous croyons que la course aux armements nucléaires menace la vie de chaque Canadien et l'existence même de la société. Des pays comme le mien doivent user de leur influence pour renverser ce mouvement et réduire le danger de destruction. Cet objectif sera une priorité constante de la politique extérieure du Canada. »

Le Canada a toujours fait preuve d'un

engagement constructif et actif vis-à-vis des principales questions mondiales. M. Clark l'a du reste souligné dans l'avant-propos du Livre vert du gouvernement sur la politique extérieure :

« À San Francisco, nous avons participé à la création des Nations Unies. Nous étions à Bretton Woods au moment de la confection du système monétaire de l'après-guerre. Nous étions aussi à La Havane et à Genève quand le système commercial international a été mis sur pied. Et nous nous sommes employés depuis à améliorer l'ordre international — Lester Pearson et le maintien de la paix, Howard Green et le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, Paul Martin et l'adhésion de nouveaux États indépendants aux Nations Unies, Pierre Trudeau et la coopération entre le Nord et le Sud, et entre l'Est et l'Ouest. »

Les Nations Unies ont proclamé 1986 Année internationale de la paix. Néanmoins, chaque année doit être une année d'efforts consacrés à la paix, et le Canada continuera de réclamer et d'explorer des moyens viables de mettre fin à la dissémination des armes nucléaires, dans le but et dans l'esprit exposés dans le discours du Trône de 1984 :

« Il nous faudra de la patience et de la persévérance car, dans cette entreprise, le moindre progrès vaut qu'on lui consacre les plus grands efforts. »

Ainsi, le Canada continue, avec ses alliés, à s'efforcer d'influencer les négociations bilatérales de façon positive et constructive, afin de parvenir à des réductions radicales des armes nucléaires. De nombreux efforts méconnus du public sont déployés à cette fin. Bien qu'il n'y ait place, à la table des négociations à Genève, que pour les deux superpuissances, le Canada souligne sans cesse que la conduite de ces négociations aura des conséquences pour chaque nation du monde. Les négociations en cours — avec ce qu'elles comportent de propositions et de contre-propositions — montrent l'étendue et la complexité des vastes systèmes d'armes nucléaires dont disposent les deux parties. Même s'il semble qu'il y ait encore un long chemin à parcourir avant d'arriver à un accord, les observateurs les plus chevronnés font maintenant preuve d'un optimisme prudent.

La proclamation de l'Année internationale de la paix par l'Assemblée générale